

Unité Départementale du Morbihan

LORIENT, le 16/01/2023

34, rue Jules LEGRAND
56 100 LORIENT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

LORIENT AGGLOMERATION

Quai du péristyle
56100 LORIENT

Références : GP/PD/E/2023-007

Code AIOT : 0005518021

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2022 de l'ISDND implanté 56650 INZINZAC LOCHRIST. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LORIENT AGGLOMERATION
- ISDND - 56650 INZINZAC LOCHRIST
- Code AIOT : 0005518021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Lorient Agglomération est autorisé, par arrêté préfectoral du 21 mars 2014 modifié, à exploiter une ISDND sur le territoire de la commune d'Inzinzac-Lochrist.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôles préalables à la mise en service des équipements

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réception de casiers	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pas d'observation sur les dossiers transmis et pas d'observation lors de la visite des casiers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réception de casiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles préalables à la mise en service des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation, notamment l'existence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11). <p>III. Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder, par l'inspection des installations classées, à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.</p> <p>Constats :</p> <p>Cette inspection s'est déroulée selon les étapes suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Contrôle par visite in situ des casiers. <p>La visite du site a porté sur l'aménagement des casiers réalisé afin de vérifier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • présence du géotextile de protection de la géomembrane ; • présence de points d'ancrage ; • emplacement du puisard au point bas de chaque casier. <p>L'ensemble de ces points a pu être vérifié lors de l'inspection du 23 novembre 2022 et n'a donné lieu à aucune observation particulière.</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Examen documentaire du dossier des ouvrages exécutés (DOE) pour l'aménagement des casiers. <p>Le contrôle préalable à la mise en service des casiers se fonde principalement sur l'examen des rapports de contrôle de l'organisme tiers remis par l'exploitant le 03 janvier 2023.</p> <p>Ce rapport permet d'avoir une vision précise de l'organisation du chantier. Il fait clairement apparaître la chronologie des travaux réalisés ainsi que la liste des intervenants avec leurs fonctions et responsabilités.</p> <p>Lorient Agglomération est intervenu en tant que maître d'œuvre et rédacteur du DOE dans le cadre des travaux sur l'ISDND d'Inzinac Lochrist. Les lots terrassement, barrière de sécurité passive et massif drainant ont été réalisés par les sociétés BARAZER TP et PIGEON BRETAGNE SUD.</p> <p>Le lot étanchéité par géosynthétiques a été réalisé par la société ECG GALOPIN.</p> <p>Lors des travaux, des contrôles ont été réalisés à différents niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les contrôles internes des entreprises (LCBTP et CEQ OUEST) pour la barrière de sécurité passive et pour la barrière de sécurité active ; • les contrôles externes (LABOROUTES et ses sous-traitants) pour la barrière de sécurité passive et pour la barrière de sécurité active + massif drainant). <p>L'ensemble des observations, des contrôles et des relevés a mis en évidence une réalisation correcte des travaux d'aménagement des casiers A7 et A8, et conforme aux prescriptions de la note d'optimisation géométrique réalisée au préalable.</p> <p>Observations : L'exploitant doit obturer les drains au droit des puits lors de la mise en exploitation des casiers pour passer d'une gestion des eaux pluviales à la gestion des lixiviats. Il informera l'Inspection de la réalisation effective de cette obturation pour chaque casier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet